

Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du Louvre**Séance du 27 novembre 2025****DELIBERATION****Règles relatives aux déplacements temporaires des agents de l'établissement et des collaborateurs occasionnels extérieurs et modalités de règlement des frais occasionnés**

Vu le décret n° 2006-781 modifié du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de stages prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu l'instruction N° 07-021-B1-O-M9 du 6 mars 2007 publiée au Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique concernant les avances sur frais de déplacements temporaires ;

Le conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du Louvre approuve les règles relatives aux déplacements temporaires des agents de l'Etablissement et des collaborateurs occasionnels extérieurs ainsi que les modalités de règlement des frais occasionnés.

La présente délibération prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2026 selon les modalités prévues à l'article 18 du décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'établissement public du musée du Louvre et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027.

Cette délibération abroge toutes les délibérations précédentes sur cette matière.

Laurence des Cars

Présidente du conseil d'administration